

La libre circulation des personnes est un droit à conquérir pour tous les hommes !

PAR GILBERT MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA FONDATION FRANCE LIBERTÉS, JEAN ROUSSEAU, PRÉSIDENT DE L'ORGANISATION POUR UNE CITOYENNETÉ UNIVERSELLE ET D'EMMAÛS INTERNATIONAL, ANNE LE STRAT, MOUVEMENT UTOPIA.

Sur les chemins difficiles où l'humanité affronte quelques défis de taille, un enjeu majeur et transversal accuse un retard de prise en compte gravissime: la mobilité des personnes. Alors même que les migrations constituent depuis toujours un des facteurs de transformation du monde, nous refusons encore de voir la réalité d'une accélération présente et à venir des mouvements de personnes. Les raisons en sont nombreuses dont la ligne de partage qui perdure entre des riches qui peuvent se déplacer à volonté et les pauvres qui devraient rester assignés à résidence.

En réalité, nous manquons de mémoire tout autant que de vision: après les cataclysmes du XX^e siècle, qu'avons-nous fait des promesses d'une humanité nouvelle exprimées par la Déclaration universelle des droits de l'homme? Les principes d'un nouveau vivre ensemble furent pourtant posés, reconnus par les États, inspirant l'action politique internationale, notamment aux Nations unies.

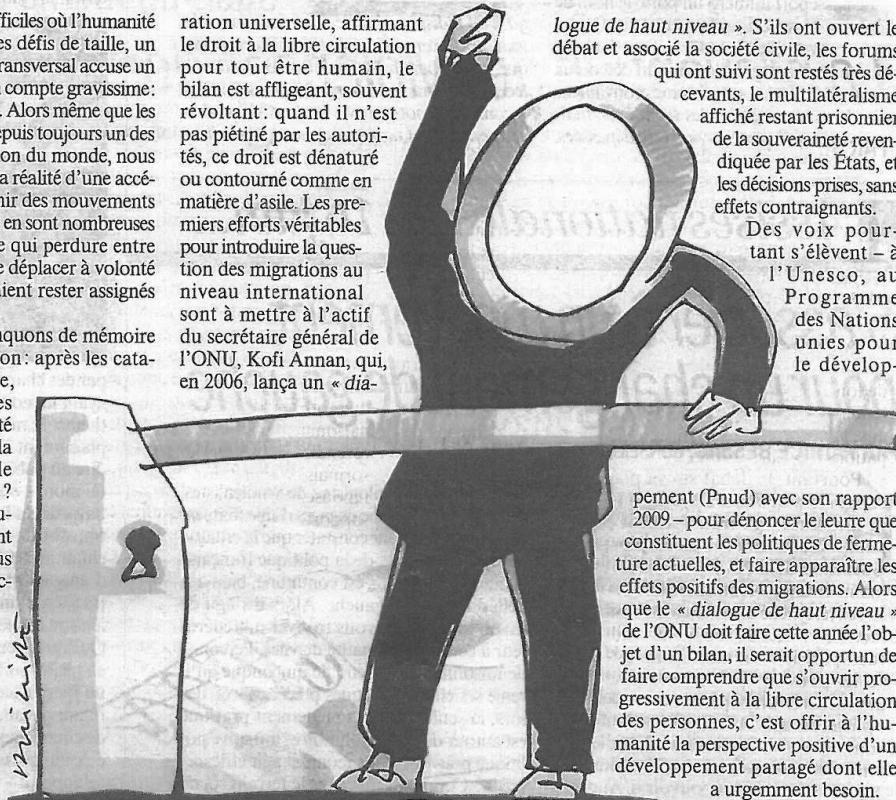
Depuis lors, force est de constater que la reconnaissance et l'effectivité des droits fondamentaux sont battues en brèche. S'agissant de l'article 13 de la Décla-

ration universelle, affirmant le droit à la libre circulation pour tout être humain, le bilan est affligeant, souvent révoltant: quand il n'est pas piétiné par les autorités, ce droit est dénaturé ou contourné comme en matière d'asile. Les premiers efforts véritables pour introduire la question des migrations au niveau international sont à mettre à l'actif du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui, en 2006, lança un « dia-

logue de haut niveau ». S'ils ont ouvert le débat et associé la société civile, les forums qui ont suivi sont restés très décevants, le multilatéralisme affiché restant prisonnier de la souveraineté revendiquée par les États, et les décisions prises, sans effets contraignants.

Des voix pourtant s'élèvent – à l'Unesco, au Programme des Nations unies pour le dévelop-

pement (Pnud) avec son rapport 2009 – pour dénoncer le leurre que constituent les politiques de fermeture actuelles, et faire apparaître les effets positifs des migrations. Alors que le « dialogue de haut niveau » de l'ONU doit faire cette année l'objet d'un bilan, il serait opportun de faire comprendre que s'ouvrir progressivement à la libre circulation des personnes, c'est offrir à l'humanité la perspective positive d'un développement partagé dont elle a urgemment besoin.



20 L'HUMANITÉ DES DÉBATS

Suite de la page 19

C'est en référence aux initiateurs de la Déclaration universelle de 1948 que quelques acteurs de la société civile dont nous sommes ont récemment créé l'Organisation pour la citoyenneté universelle dans l'intention d'amener les Nations unies à organiser une conférence internationale sur ce thème. Cette Organisation, entourée de personnalités, de migrants et de représentants des États, a remis, le 23 mai, 100 premiers « passeports de citoyenneté universelle » afin, symboliquement, de rendre crédible le principe de la libre circulation.

Le passeport numéro un porte le nom de Stéphane Hessel, corédacteur de la Déclaration universelle de 1948, et l'un des premiers à avoir accepté d'en être un détenteur. Comme il l'a écrit, nous sommes convaincus qu'« il y aura toujours des frontières, mais les frontières doivent servir à être dépassées,

devenir des lieux de passage et si beaucoup de frontières deviennent autant de portes, alors peut-être que, avec les valeurs de justice et de tolérance que nous ferons passer à travers elles, nous arriverons à une « collectivité des sociétés humaines » qui serait d'accord sur ce

« Des voix s'élèvent pour dénoncer le leurre que constituent les politiques de fermeture actuelles, et faire apparaître les effets positifs des migrations. »

qu'il est indispensable de mettre en œuvre. Et tout sera fait ensemble, tout simplement parce que, pour chacun des membres de cette collectivité, il sera nécessaire et universellement reconnu que notre survie sur terre dépend de cette entente, et notre vie en sera plus belle ».



-L'Humanité des débats-

Vendredi 31 Mai, Samedi 1^{er} et Dimanche 2 Juin 2013, n°21179, p19-20